

Études internationales



ROBIC, Marie-Claire, Annemarie BRIEND et Mechtild RÖSSLER (dir.). *Géographes face au monde. L'Union géographique internationale et les congrès internationaux de géographie*. Paris, L'Harmattan, 1996, 464 p.

Brigitte Schroeder-Gudehus

Volume 28, numéro 4, 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703826ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703826ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Schroeder-Gudehus, B. (1997). Compte rendu de [ROBIC, Marie-Claire, Annemarie BRIEND et Mechtild RÖSSLER (dir.). *Géographes face au monde. L'Union géographique internationale et les congrès internationaux de géographie*. Paris, L'Harmattan, 1996, 464 p.] *Études internationales*, 28(4), 902–904. <https://doi.org/10.7202/703826ar>

grille de lecture du monde propre aux spécialistes du management et du marketing ». (p. 81) À ce stade, nous dit l'auteur, les logiques transfrontalières s'attaquent aux fondations institutionnelles des systèmes de communication des États-nations.

Dans *La fracture: pour une critique du globalisme*, son dernier chapitre, Mattelart nous sert son évaluation de l'état actuel de la « globalisation ». Portrait sombre où l'auteur dénonce les vicissitudes du nouvel ordre mondial et dépeint la nouvelle carte des inégalités. Malgré quelques tentatives visant à utiliser les réseaux de communication pour développer de nouvelles solidarités ou fortifier des anciennes, ces réseaux servent d'abord à légitimer une intégration économique et financière qui ne peut cacher « la fracture entre des systèmes sociaux spécifiques et un champ économique unifié, entre des cultures singulières et les forces centralisatrices de la « culture globale ». (p. 99)

Tous n'apprécieront pas l'approche de Mattelart où l'histoire semble parfois un peu trop déterminée et la critique trop rapide à écarter les bons côtés de l'internationalisation de la communication. Mais on se consolera en pensant que ce petit ouvrage contrebalance nombre d'écrits qui mettent aux nues la globalisation et le rôle des communications dans l'édification du joli petit village global.

Dave ATKINSON

Département d'information et de communication, Université Laval

Géographes face au monde.

L'Union géographique internationale et les congrès internationaux de géographie.

ROBIC, Marie-Claire, Annemarie BRIEND et Mechthild RÖSSLER (dir.). Paris, L'Harmattan, 1996, 464 p.

À la fin de son bref avant-propos, le président en exercice de l'Union géographique internationale (UGI), tout en soulignant les mérites et l'intérêt de l'ouvrage, prend soin de faire remarquer que les opinions exprimées par les auteurs ne sont pas nécessairement partagées ni par le Comité exécutif, ni par les États membres de l'Union. Il n'y a à cela rien d'étonnant : cette présentation d'une des grandes associations scientifiques internationales n'appartient pas au genre édifiant des « histoires officielles », habituellement purgées de tout ce qui pourrait porter ombrage au bilan d'un parcours harmonieux, cohérent et productif. Les auteurs de ce volume, en fait, ne se bornent pas à relater le développement strictement institutionnel de l'Union et à décrire son fonctionnement, mais l'analysent et l'interprètent – origines, structures, activités – sans éluder les problèmes dits « délicats » : l'empreinte indélébile des grandes puissances et de leurs rapports de force sur les affaires de l'Union, la prépondérance de l'Europe, les contradictions permanentes entre rhétorique internationaliste et rivalités nationales, entre un discours universaliste et des exclusives idéologiques, entre l'affirmation de la solidarité d'une communauté scientifique internationale et la marginalisation de continents entiers.

Toute recherche sur les forces transnationales et les communautés

ou épistémiques en particulier, trouvera ici une étude de premier ordre : riche, précise, bien documentée et, pour toutes les époques jusqu'au présent, très attentive au contexte politique. Nous bénéficions ainsi non seulement de la compétence des auteurs, mais aussi de leur courage civil.

Organisation non gouvernementale fondée en 1922 et affiliée au Conseil international des Unions scientifiques, l'UGI compte actuellement une soixantaine d'États membres qui y adhèrent par l'intermédiaire de « Comités nationaux ». Elle se donne pour tâche d'encourager et de coordonner les échanges internationaux et la coopération (congrès, projets conjoints, publications), de stimuler et d'encadrer la réflexion collective sur les orientations de la discipline, les problématiques et les pratiques, et de maintenir les acquis de la profession du géographe.

Les auteurs ont rejeté une présentation strictement chronologique au profit de son intégration à des perspectives thématiques : ils réussissent ainsi à démontrer la complexité des entrelacs du scientifique et du politique auxquels ne pouvait et ne peut échapper une discipline dont l'apparition même était étroitement liée à l'expansion coloniale et aux intérêts militaires, et qui continuent d'affecter à plus forte raison une organisation qui se veut à la fois internationale et scientifique. Le problème reste entier, même si à partir des années vingt la proportion des explorateurs, militaires, administrateurs et amateurs de toutes nuances convergeant dans les grands congrès décroît au profit d'une assistance plus homogène d'universitaires.

À première vue, une partie du livre semble intéresser davantage les géographes et les sociologues des sciences que les politologues : la part que prit l'Union dans le développement du champ, les dynamiques de l'organisation en commissions et groupes de travail, les standards de la professionnalisation, la couverture planétaire. Aucun de ces développements apparemment internes n'est cependant politiquement innocent, et les spécialistes des relations internationales qui tendent à travailler avec des images quelque peu simplifiées de la science internationale trouveront dans cet ouvrage un matériel de premier ordre pour y apporter des corrections.

Nous notons ainsi que contrairement à ce que l'on pourrait prendre pour acquis, à savoir une évolution « naturelle » des congrès scientifiques internationaux du 19^e siècle vers une organisation plus structurée au début des années vingt, ce fut contre les congrès et les sociétés savantes nationales qui en étaient les organisatrices que les Académies des sciences interalliées créèrent, au lendemain de la Première Guerre mondiale, une organisation centralisatrice dont l'UGI allait être un rejeton. L'Union permit donc certes, d'une part, de resserrer plus efficacement les exigences de « scientificité », mais servait, d'autre part, à prolonger au-delà de la guerre la scission profonde que celle-ci avait provoquée au sein de la communauté scientifique internationale. Tout au long de l'ouvrage, on attire d'ailleurs notre attention sur les « limites de l'universalité ». Ces limites ne s'imposent pas seulement pendant des conflits graves, guerres chaudes froides, quand la recherche scientifique est

mobilisée par la commande patriotique, elles se manifestent aussi de façon moins passionnée, quand s'affirme la prépondérance spectaculaire de l'Europe et, par la suite, plus généralement des pays développés dans les affaires de l'Union, aux dépens du Tiers-Monde. Les auteurs appuient leurs analyses sur des textes, certes, mais aussi sur des données chiffrées, des graphiques et des tableaux fort éclairants : l'évolution de l'ensemble des membres, pondération des votes, la distribution régionale des congrès et la répartition nationale des participants, les langues utilisées, les pays d'origine des dirigeants (présidents, secrétaires généraux), les programmes des commissions et groupes de travail (orientations disciplinaires et géographiques)...

En dernière partie, l'ouvrage présente une série de cinq témoignages de personnes ayant exercé des fonctions importantes à la tête de l'Union, démarche qui permet non seulement de pallier le rétrécissement inévitable des sources dès que l'on se rapproche de l'époque contemporaine, mais aussi de saisir quelques aspects de la réalité vivante, des sensibilités différentes qu'apporte chacun des individus. Le volume se termine par une excellente introduction aux sources documentaires et une bibliographie très complète.

Brigitte SCHROEDER-GUDEHUS

Département de science politique
Université de Montréal

From Massacres to Genocide : The Media, Public Policy, and Humanitarian Crises.

ROTBURG, Robert I. et Thomas G. WEISS (dir.). Washington, D.C./Cambridge, MA, Brookings Institution/World Peace Foundation, 1996, x - 203 p.

Comment les mass media contribuent-ils à sensibiliser le public aux crises humanitaires de façon à ce que la volonté populaire force les dirigeants politiques à prévenir ou du moins à contrôler les crises avant qu'il ne soit plus possible d'agir ou encore avant qu'on n'y accorde plus d'attention ? Dans cet ouvrage qui regroupe neuf essais on tente justement de répondre à cette question. Pour ce faire, on a divisé le livre en trois parties. La première partie traite du rôle des technologies de l'information en développement (avec des commentaires de Fred Cate, Edward Girardet et Steven Livingston) ; la deuxième traite des possibilités d'accroissement de nos interventions humanitaires (Peter Shiras de *Interaction*, John Hammock, Joel Charney de *Oxfam America* et Lionel Rosenblatt de *Refugees International*). Dans la dernière section, les auteurs traitent des possibilités d'améliorer la politique des États-Unis (Andrew Natsios de *World/Vision* et John Shattuck). Il va sans dire qu'il s'agit avant tout d'un ouvrage dont la perspective est américaine. Malgré l'objectif national qui sous-tend le livre, ce dernier devrait tout de même être lu par tout étudiant qui s'intéresse au journalisme, aux relations publiques, aux organisations non gouvernementales (ONG), à l'intervention